

La guerre des polices sous l'Empire

La création d'une police « parallèle », menant des tâches plus secrètes et sensibles que celles des services réguliers, remonte presque historiquement à la création de la police elle-même, ou peu s'en faut.

Dès le milieu du dix-huitième siècle est mis en place un « sixième bureau », chargé de la « sûreté publique », qui prend en charge le renseignement intérieur et essaye de veiller à maintenir sous contrôle l'agitation politique qui commence à se faire sentir dans le pays.

Cette séparation des fonctions n'est pas sans provoquer des heurts avec les forces chargées de l'ordinaire, qui y voient un empiétement insupportable sur leurs prérogatives et la dévalorisation de leurs fonctions. Mais c'est avec l'avènement de Napoléon que le conflit prend une tout autre ampleur. Le destin d'un homme en particulier symbolise cette guerre larvée qui va connaître de multiples rebondissements au début du dix-neuvième siècle : Joseph Fouché, homme d'État de premier plan, va essayer d'instrumentaliser la



police pour mener ses propres combats politiques. Intriguant durant la Révolution – il prend notamment part à la conspiration qui obtient la tête de Robespierre –, il est nommé ministre de la Police sous le Directoire. Proche de Bonaparte, il participe à sa montée en puissance, et c'est avec son aide et l'appui de la police que Napoléon accède à la tête de l'État lors du 18 brumaire.



Fouché utilise alors la police comme une force de renseignement pour venir à bout des royalistes qui sont encore très nombreux et très actifs (ils vont essayer plusieurs fois d'attenter à la vie de Bonaparte). Fouché, qui fait un compte rendu quotidien de la situation à l'Empereur, réussit à déjouer ses conspirations avec brio, mais son opportunisme politique en cette période troublée lui attire la méfiance de Bonaparte, qui réalise que son ministre de la Police est prêt à retourner sa veste à la première occasion.

Napoléon crée par conséquent le poste de préfet de police de Paris, auquel il nomme Louis Nicolas Dubois, un ambitieux avec lequel Fouché va entrer rapidement en guerre ouverte. Cependant, Fouché garde encore l'initiative en raison de sa division « Sûreté générale et police secrète », qui fonctionne grâce à un réseau très efficace d'indicateurs de tous bords et un contrôle très serré des agitateurs potentiels : royalistes comme jacobins hostiles au pouvoir en place doivent pointer régulièrement auprès de ses services (comme s'ils étaient « libérés sur parole »), et les étrangers présents sur le sol français sont aussi étroitement surveillés.

Dubois et Fouché se livrent une guerre farouche pour rester dans les bonnes grâces de Bonaparte, notamment en

essayant d'être celui qui parviendra à déjouer les complots qui continuent de menacer sa personne.

Mais à ce jeu, c'est une nouvelle fois Fouché qui a le dessus. Il fait arrêter le général Claude François de Malet, qui prépare un coup d'État. Or, c'est à un niveau politique que tout va se jouer : Fouché s'oppose à la politique de Napoléon sur des points importants, notamment pour veiller à limiter son pouvoir, mais, ce faisant, il s'en fait un ennemi, et Napoléon choisit de supprimer le poste de ministre de la Police. Dubois, que Bonaparte utilisait pour contrôler Fouché, n'a plus d'intérêt pour lui dans ce nouvel équilibre : il est lui aussi limogé. Fouché retrouvera son poste un peu plus tard en faisant de nouveau allégeance à Napoléon sur le point d'être couronné Empereur et le restera pour six ans jusqu'en 1810.

Au-delà des destins des hommes politiques, les divisions créées alors au sein des services de police perdureront jusqu'à l'époque moderne.

L'insurrection de la police parisienne en 1944

Août 1944. Alors que le débarquement a eu lieu en Normandie début juin, les combats font rage dans le nord de la France, mais les troupes alliées avancent inexorablement. À Paris, la tension est à son comble : il ne fait plus de doute que les Allemands vont être obligés

de quitter le pays, et la population frémit d'impatience et de frustration après quatre années d'occupation.

D'un autre côté, le général Dietrich von Choltitz, qui vient d'être nommé gouverneur général de Paris, a reçu des ordres clairs d'Hitler : la ville ne doit pas tomber entre les mains des Alliés. Le but est d'en faire une deuxième Stalingrad, une poche de résistance inextricable pour permettre aux troupes allemandes de reculer en bon ordre. Pour ce faire, ordre est donné par Hitler lui-même de détruire tous les ponts et certaines portions de la ville afin d'organiser sa défense pied à pied.



Von Choltitz renâcle. Il ne dispose que de vingt mille hommes, des troupes de réserve assez mal équipées, et il considère, après avoir été à la tête d'une division dans le nord de la France, que l'issue de la guerre ne fait plus aucun doute.

Cependant, une division SS est envoyée vers Paris, certainement pour obéir un peu plus aveuglément aux ordres du Führer. L'heure est grave. Les forces de la Résistance, dirigées par Rol-Tanguy et Chaban-Delmas (qui s'occupe de la liaison avec le général Leclerc), commencent à disputer le contrôle de la ville aux Allemands, mais elles manquent d'armes et d'équipement, et leurs efforts pourraient ne pas suffire.

L'avancée rapide des Alliés plus au nord fait naître beaucoup d'espoir, mais la rumeur se précise également qu'ils pourraient contourner la ville pour se lancer à la poursuite des forces de l'Axe, couper la route de leur retraite et reprendre un peu plus tard Paris encerclé. Les Parisiens comprennent que le sort de la ville réside en partie entre leurs mains, mais ce n'est qu'avec le soulève-

ment des gendarmes, le 13, puis des policiers, le 15, que les choses se concrétisent.

La situation dans la ville devient explosive, les escarmouches se multipliant entre les forces de police et les résistants d'un côté, les miliciens et les soldats allemands de l'autre. Ces derniers concentrent leurs efforts sur certains points stratégiques de la ville, tandis que les Parisiens commencent à dresser des barricades.

Les rumeurs se succèdent à un rythme effréné : les Alliés vont entrer dans la ville, les Allemands vont la faire sauter, les Allemands se sont rendus, et ainsi de suite.

Dans le quartier de République, les combats sont violents, et on dénombre plusieurs victimes des deux côtés. La mairie et la préfecture sont reprises, on y fait flotter le drapeau français.

C'est à la préfecture, tenue par les policiers dès le 19, que les combats atteignent leur point d'orgue, les troupes allemandes essayant de se réapproprier ce lieu d'une grande importance symbolique. Grâce au courage de ses hommes, les forces de la Résistance peuvent affirmer aux Américains, le 23 août, que la ville est à moitié libérée, mais qu'on ne tiendra pas longtemps, faute de munitions.

Ce facteur pèse définitivement dans la balance pour permettre au général Leclerc de forcer la main de ses alliés et de diriger ses troupes vers la ville, qu'il reprend le 25 août.



L'incroyable destin d'Eugène-François Vidocq

Eugène-François Vidocq a un destin hors du commun. Rien ne destine en effet ce natif d'Arras, en 1775, à autre chose qu'une vie de malandrin sans ambition.

Petit voleur, escroc et déserteur de l'armée révolutionnaire qu'il a tout de même suivie sur deux batailles, à Valmy et à Jemmapes (septembre et novembre 1792), avant de décider de voguer vers d'autres horizons, il est repris par la police et condamné à huit ans de travaux forcés par le tribunal de Douai pour « *faux en écriture* ». Mais Vidocq ne compte pas rester enfermé bien longtemps : il s'évade du bagne de Brest, il est repris, puis s'enfuit encore du bagne de Toulon.

De taille moyenne, mais très massif, Vidocq est une vraie force de la nature. Il ne manque pas non plus de malice.



À sa sortie des travaux forcés, il ne souhaite pas se retrouver une nouvelle fois dans la même situation et décide donc de proposer ses services en tant qu'indicateur à la police de Paris. Il est débrouillard et sait se rendre utile.

La police reconnaît notamment dès cette époque sa capacité à se déguiser et à se fondre dans n'importe quel décor. Il s'était d'ailleurs déjà servi de ce subterfuge pour s'échapper, déguisé en marin, du bagne de Brest.

En 1809, trois ans après avoir intégré les services de police comme indicateur, il est promu dans une unité

secrète. Deux ans plus tard, au vu de ses multiples succès, il est propulsé à la tête de la Sûreté de Paris (mais toujours de manière discrète, le préfet de police ne lui octroyant la grâce totale qu'en 1818).

Dans son service plutôt extraordinaire, il ne recrute que d'anciens condamnés qui, comme lui, ont décidé de se ranger des affaires. Ils sont tous experts dans les techniques de déguisement et de pénétration des différentes sociétés de malfaiteurs, qu'ils font tomber les uns après les autres.

Vidocq tire apparemment de sa science du déguisement une capacité surnaturelle à reconnaître – et à ne jamais oublier – un visage, même s'il n'a fait que l'entrapercevoir une fraction de seconde (mais peut-être cette légende est-elle due à la peur qu'il inspire aux truands). Il met notamment fin, après une traque mouvementée, aux activités de Watrin, un faux-monnayeur qui tenait jusqu'alors en échec les services de police officiels.

Vidocq ne se fait ainsi pas que des amis, que ce soit chez les truands, qui se sentent trahis par ses activités, ou chez les policiers, qui voient d'un mauvais œil cette concurrence aux méthodes discutables. Bien vite, on l'accuse de créer lui-même, en incitant des criminels à passer à l'action, les affaires et les menaces qu'il vient ensuite désamorcer.

Bien que farouchement contesté, il est maintenu à son poste, où il gagne tous les mois 1800 francs pour lui et 1200 francs pour son adjoint Levesque, une fortune pour l'époque.

Vidocq s'occupe principalement de la surveillance des bagnards récemment libérés et de l'exécution de mandats d'amener sur les criminels en fuite. Il est, avec

son équipe, le seul à pouvoir les approcher grâce à ses contacts dans les milieux interlopes et à ses dons de transformiste.

Ses hommes ont un taux d'élucidation trois fois plus élevé que les troupes officielles ! En 1827, après seize ans passés à la tête de la Sûreté, il démissionne pour créer une fabrique de papier.

C'est d'ailleurs lui qui invente le papier infalsifiable, une thématique qui l'a obsédé toute sa vie. Il écrit également ses mémoires, qui remportent un franc succès populaire. Elles inspireront notamment Balzac, pour son personnage de Vautrin, et Victor Hugo, pour celui de Javert.



Ruiné, il reprendra du service succinctement, dix ans après son départ, à la tête de la Sûreté avant de définitivement quitter le service pour ouvrir son « Bureau de renseignement pour le commerce », une agence de détectives privés qui propose ses services pour réaliser des filatures, des missions d'espionnage économique ou la surveillance d'époux infidèles.

Il meurt à 81 ans pendant l'épidémie de choléra qui frappe Paris en 1857.

Comme pour maintenir le mystère sur son personnage, le lieu de sépulture de Vidocq est aujourd'hui inconnu.

Vidocq a fortement marqué l'imaginaire populaire de par le caractère déroutant et extraordinaire de son destin, passant de voyou à policier, et a été le sujet de nombreux livres et films.